diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Manuel de géopolitique

16 - Les clivages socio-économiques

vendredi 17 mars 2023,par Patrice GOURDIN

Citer cet article / To cite this version :
Patrice GOURDIN, **16 - Les clivages socio-économiques**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 17 mars 2023.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les inégalités socio-économiques causent des troubles plus ou moins graves. Même si elles n'en sont, jamais, ni la seule cause ni la seule explication, on les retrouve dans d'innombrables révoltes et dans tous les processus révolutionnaires. Les exemples abondent. Démonstration et méthode d'analyse géopolitique. Extrait gratuit de fameux "Manuel de géopolitique" de Patrice Gourdin, éd. Diploweb.

Les **inégalités socio-économiques** causent des troubles plus ou moins graves. Même si elles n'en sont, jamais, ni la seule cause ni la seule explication, on les retrouve dans d'innombrables révoltes et dans tous les processus révolutionnaires. Les exemples abondent. Au VIe siècle avant notre ère, la "sagesse" de Solon consista à éviter une effusion de sang en supprimant la contrainte par corps des paysans misérables et en instituant l'égalité juridique à Athènes. La crise politique qui mena Rome, entre 133 et 27 avant notre ère, de la république à l'empire, se déroula dans un contexte de paupérisation de la classe moyenne et de grande détresse des pauvres. Au XIVe siècle, en Europe occidentale, sur fond d'épidémies, de famines et de guerres, la misère provoqua de nombreux soulèvements, tant urbains que ruraux. L'iniquité flagrante de la condition des serfs russes fonda l'ampleur de la révolte de Pougatchev, entre 1773 et 1775. La conjoncture française était fort déprimée lorsque se tinrent les États généraux, à Versailles, en 1789. Les canuts lyonnais de 1831 rejetaient, avant tout, leurs difficiles conditions de travail et leurs salaires insuffisants. Les révoltes paysannes jalonnent toute l'histoire de la Chine et l'actuel régime communiste est né de l'utilisation avisée du "potentiel révolutionnaire" des masses rurales misérables par Mao Zedong. Même si, pour l'Europe, cela semble appartenir au passé, les études abondent, qui soulignent le caractère général du problème des **paysans sans terres** : ils figurent partout parmi les plus pauvres [1]. Garantir les droits fonciers et permettre l'accès au sol (achat ou location de longue durée) des paysans sans terres forment la base de la croissance agricole et de la diminution de la pauvreté rurale. Aspiration universelle et omniprésente depuis des siècles, la faim de terres déstabilise n'importe quel régime. Faute de prendre les décisions répondant aux attentes, les gouvernements perpétuent une situation dont les conséquences ne varient pas : mécontentement, révoltes ou révolutions. La hausse importante des cours mondiaux des produits agricoles a ressuscité, à la fin de 2007, les **émeutes frumentaires** dans de nombreux pays en développement [2]. Parmi bien d'autres, on releva des morts en Haïti, le plus pauvre des États d'Amérique latine [3], comme au Cameroun, pays en voie de régression [4]. Début 2009, le directeur du renseignement américain, Dennis C. Blair, devant la commission du Sénat sur les services de renseignement, déclara que la crise économique constituait la menace principale pour la sécurité des États-Unis. Il observait : « environ un quart des pays du monde ont déjà enregistré une certaine instabilité, par exemple des changements de gouvernement, en raison du ralentissement économique actuel [5] ». Cela n'épargne pas les pays industrialisés. Lors de l'apparition de l'industrie, le **prolétariat ouvrier** ne se trouvait guère mieux loti que la paysannerie pauvre, d'où il était d'ailleurs souvent issu. Les différents courants socialistes dénoncèrent cette situation et se proposèrent d'y remédier. Parmi eux, Karl Marx, qui fit de la "classe" ouvrière le moteur de la révolution qui instaurerait la société communiste, celle dans laquelle, à terme, il serait donné "à chacun selon ses besoins". Cette perspective mobilisa des millions d'hommes et de femmes à partir de 1848. Le XIXe siècle et la première moitié du XXe, furent marqués par la radicalité du mouvement ouvrier et par son apparente victoire en Russie en octobre 1917, puis dans d'autres pays après la Seconde Guerre mondiale.

Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon.
D'un clic sur sa couverture, vous pourrez vous procurer ce livre broché à des conditions très avantageuses. Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon. Une référence à ne pas manquer.

Aujourd'hui, **plus marquées** dans les **pays** les plus **pauvres** et généralement dépourvues du correctif que sont les systèmes de sécurité sociale des pays développés, les disparités socio-économiques demeurent un facteur majeur de déstabilisation. L'absence de perspectives d'amélioration de leur sort réduit des fractions, voire des populations entières, à la désespérance matérielle et morale, faisant le **lit** de tous les **extrémismes** : hier le communisme dans l'Europe ruinée de l'après-Seconde Guerre mondiale, les guérillas marxistes dans le tiers-monde en voie de développement des années 1960 et 1970, aujourd'hui l'islamisme radical, entre autres.

Ainsi, des adhérents du *Fatah al-islam*, qui, en 2007, tinrent tête durant plusieurs semaines à l'armée libanaise dans le camp palestinien de Nahr-el-Barehd. La presse nous apprend que « le groupuscule salafiste-djihadiste […] recrute une partie de ses militants dans la région déshéritée du Nord-**Liban**. Autour de la mosquée Harba à Tripoli, dans le quartier de Bab-Al-Tebbané […] les barbus ont pignon sur rue. […] Immeubles pourris, rues défoncées et jonchées d'ordures, Bab-Al-Tebbané abrite une population grouillante et désœuvrée, avec un nombre record de chômeurs non qualifiés [6] ».

De même, en **Algérie**, les adolescents traumatisés par la guerre civile des années 1990 et dépourvus de perspectives « sont les proies des recruteurs d'Al Qaeda [7] ». Combien de temps les habitants laissés pour compte du sud du pays, comme ces chômeurs d'Ouargla « qui sortent dans la rue aux cris de : *"Où passe l'argent du pétrole"* [8] » résisteront-ils aux sirènes radicales ? De fait, la "malvie" frappe les trois pays du Maghreb. Or,
« dans une région où les façades démocratiques ne trompent plus personne, comme en atteste le désintérêt massif pour les consultations électorales, les citoyens tentent d'abord d'échapper aux griffes de la pauvreté. Mais, entre corruption, inégalités sociales, clientélisme, vie chère et

chômage, les voies du salut paraissent hors de portée. Alors la tentation du recours à la violence, à l'émeute, peut se faire forte [9] ».

Et cela d'autant plus que la nébuleuse terroriste semble se réorienter vers la région. Elle entendrait recruter parmi les jeunes éprouvant un sentiment d'injustice « causé par le chômage endémique, le népotisme, l'arbitraire policier et l'absence de perspectives [10] ». En outre, la situation sociale plus que précaire dans laquelle se trouve une grande partie de la population musulmane de l'enclave espagnole de **Ceuta** en fait un objectif d'Al Qaeda, ce qui préoccupe beaucoup Madrid [11].

L'influence de Moqtada Al-Sadr sur une partie des chiites irakiens, notamment à Bagdad, dans le quartier de Sadr City, s'appuie sur la misère. Au point qu'une délégation vint avertir les troupes américaines et gouvernementales que les milices perdureraient tant que les services de base comme l'eau, l'électricité ou le ramassage des ordures ne seraient pas rétablis [12]. Imitant les pratiques du Hezbollah libanais, l'Armée du Mahdi assoit donc sa popularité en suppléant les services étatiques défaillants. Après son arrestation, l'un des "chefs" d'Al Qaeda en **Irak** déclara qu'il n'avait pas rejoint l'organisation terroriste pour tuer des Américains ou restaurer le Califat, mais, plus prosaïquement, pour de l'argent : ouvrier métallurgiste au chômage, il n'avait pas trouvé d'autre moyen pour nourrir sa famille [13].

En 2009, aux diverses forces déstabilisatrices dont il est la proie, le **Pakistan** ajouta des *taliban*. Résidant dans les régions frontalières de l'Afghanistan, ils entendent s'emparer du pouvoir et de l'arme nucléaire dont dispose le pays. Pour parvenir à leurs fins, ils s'engagent notamment sur le terrain social, ce qui suscite les plus vives inquiétudes. Ils ont toutes chances d'être écoutés, compte tenu du caractère profondément inégalitaire des structures agraires : un gouffre sépare une poignée de grands propriétaires terriens fortunés et la masse miséreuse de leurs tenanciers. Sorte de galop d'essai, leur mainmise sur le Swat résultait de l'élimination des quelques dizaines de grands propriétaires qui y détenaient le pouvoir et entretenaient laxisme et corruption. Un officiel pakistanais a parlé de "révolution sanglante", mais il semble que les *taliban* aient privilégié l'intimidation [14].

Après des années de lutte armée (lancée en 1996), les maoïstes **népalais** remportèrent les élections législatives d'avril 2008, ce qui signa l'arrêt de mort de la monarchie (abolie le 28 mai 2008). La violence, l'intimidation et la fraude semblent avoir leur part dans cette victoire "inattendue". Toutefois, la pauvreté de la plus grande partie de la population n'y est pas totalement étrangère [15]. Mais ils échouèrent à lancer la réforme agraire promise et les paysans pauvres se déclaraient déçus de leur passage au pouvoir [16].

Alors qu'ils célébraient Pâque 2008, les chrétiens d'**Orissa** furent pris, une nouvelle fois, pour cible par des extrémistes hindous. L'une des raisons de ces violences réside dans la jalousie résultant d'une pauvreté et d'une dépendance plus marquées chez les hindous. En effet, l'évangélisation entamée dans les années 1890 s'accompagna d'une éducation qui permit aux chrétiens de s'émanciper et d'améliorer leur condition [17].

Les soupçons de fraude électorale prirent un tour tragique au **Kenya**, début 2008, en partie parce que « la nette embellie économique […] n'a[vait] rien changé aux inégalités dont souffre sa population. Le Kenya compte parmi les dix pays de la planète où les disparités sociales sont les plus graves [18] ». On pouvait lire dans un éditorial du grand quotidien kenyan indépendant

Daily Nation : « Le Kenya pratique une forme brutale, inhumaine, de capitalisme qui encourage une compétition féroce pour la survie, les richesses et le pouvoir. Ceux qui ne peuvent pas entrer dans la compétition sont réduits à vivre comme des animaux dans les bidonvilles [19] ».

Lorsque l'*International Crisis Group* propose un plan de sortie de conflit pour la province d'**Ituri**, en République démocratique du Congo, il part du constat suivant : « les problèmes de fond à l'origine des violences extrêmes […] – un accès équitable à la terre et une gestion transparente des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles et minières – restent entiers [20] ».

Sans aller jusqu'aux extrémités de la violence armée, la pauvreté pèse sur la **paix sociale** et la **longévité des pouvoirs en place**.

Marquée par de très fortes inégalités, l'**Inde** recourut la première (dès le début du XXe siècle) à une politique de "discrimination positive" en faveur des plus pauvres et des minorités. La Constitution adoptée en 1950 reconnaît la nécessité de "promouvoir" les intérêts des "sections les plus faibles de la population". Depuis lors, l'accès au bénéfice de quotas ainsi que leur champ d'application représentent un enjeu politique considérable [21]. La pauvreté accentue l'inégalité sexuelle : les femmes subissent davantage d'injustices et de violences que les hommes. Pour lutter contre ce phénomène, Sampat Pal Devi, dans l'État indien d'Uttar Pradesh, a formé un groupe de deux cents femmes. Vêtues d'un sari rose et munies du *lathi*, bâton réservé d'ordinaire à l'homme lorsqu'il travaille dans les champs, elles prennent la défense des femmes maltraitées par la justice et les forces de l'ordre. En dépit des promesses électorales, les villageois demeurent privés d'écoles, de routes, d'eau potable et d'électricité. Ils en concluent : « une fois au pouvoir, tous les politiques nous oublient. Notre dernier espoir repose sur le "gang rose" [22] ».

Le régime d'Hosni Moubarak survit depuis un quart de siècle non pas grâce à une amélioration sensible des conditions de vie des **Égyptiens**, mais parce qu'il bénéficie de l'aide des États-Unis, dispose d'un outil répressif redoutable [23] et subventionne massivement les denrées de première nécessité [24].

Alors que la politique des "quatre modernisations" lancée par Deng Xiaoping en 1978 a permis le décollage de l'économie chinoise, on assiste, depuis quelques années, à la montée en puissance des protestations en **Chine** populaire. Le président, Hu Jintao, en reconnut officiellement 80 000 pour l'année 2006 [25]. La corruption des cadres du parti communiste exacerbe les spoliations et les atteintes au droit en tout genre, tandis que le développement accuse de très fortes inégalités régionales [26].

Le 15 août 2007, lorsque les dictateurs **birmans** décidèrent d'augmenter les prix des carburants, ils déclenchèrent une très vigoureuse protestation de la part d'une population pourtant soumise en permanence à une étroite surveillance et à une répression très sévère. Très proches de la population, les bonzes participèrent à ce mouvement, qui tourna rapidement à la remise en cause du régime, et subirent de fortes violences [27]. Leur action procède de la doctrine du "bouddhisme engagé", ainsi dénommée par le moine vietnamien Thich Nhat Hanh. Ce courant « renouvelle l'approche bouddhiste de la compassion. Il considère comme légitime l'opposition aux structures politiques en place pour restaurer un

idéal de société juste. Il […] se refuse à faire de la souffrance l'état de la seule conscience personnelle. Il existe une souffrance liée aux inégalités sociales, aux crises économiques, à l'oppression politique [28] ». Cette conception dément les clichés sur la "résignation" qui affecterait une partie de l'humanité misérable ; elle porte en elle un énorme potentiel politique.

Le 12 avril 2008, le Sénat renversait Jacques-Édouard Alexis, Premier ministre d'**Haïti** : celui-ci payait l'impuissance du gouvernement face à la hausse des prix alimentaires [29]. Mais il pourrait bien ne pas demeurer le seul à connaître cette infortune car les populations de tous les pays émergents ou en développement subissent la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques [30].

La **vie politique** des **démocraties** subit les contrecoups des clivages socio-économiques dès que la prospérité ou les perspectives d'amélioration s'estompent. L'accélération des **alternances politiques** dans les **pays développés occidentaux** depuis le milieu des années 1970 tient, en partie, à l'insatisfaction d'un corps électoral – qui est, aussi, un corps social souffrant – confronté aux conséquences de la crise puis de la réorganisation de l'économie mondiale.

En décembre 2008, la **Grèce**, État membre de l'Union européenne, connut des émeutes d'une ampleur et d'une violence inégalées depuis la fin de la guerre civile, en 1949. Ces troubles étaient initialement liés à la dégradation du système scolaire (comme de l'ensemble des services publics, comme le révélèrent les incendies de l'été 2008), consécutive au désengagement financier de l'État, ainsi qu'à la hausse massive du chômage et de la précarité, en particulier chez les jeunes diplômés [31]. Mais, à l'arrière-plan, la crise se nourrit également du rejet d'une classe politique corrompue et clientéliste [32]. Peu suspect de sympathies pour les émeutiers, le très sérieux quotidien conservateur, *I Kathimerini* laissait éclater sa colère en ces termes :
« … de quel "État de droit" parle-t-on ? De celui qui a créé une situation explosive avant que le meurtre d'un adolescent ne mette le feu aux poudres ? Est-ce l'État des scandales, du gaspillage de la richesse publique au profit des amis, et aux dépens des travailleurs ? Est-ce l'État du mépris du système judiciaire (avec les affaires de corruption de magistrats) qui est le dernier refuge des simples citoyens quand ils doivent se défendre ? Est-ce l'État de la dégradation de l'Église avec ses popes-manager corrupteurs de la classe politique, l'État de la ruine du système de santé public, du nivellement de l'éducation publique ? L'État de la pauvreté ? L'État des bateaux off-shore des ministres ? [33] »

Début 2009, les agriculteurs manifestèrent à leur tour pour dénoncer la diminution de leurs revenus [34]. À l'automne, les électeurs portèrent l'opposition socialiste au pouvoir.

La crise financière de 2008 provoqua un séisme politique dans la pourtant paisible **Islande**. Engagée depuis les années 1990 dans une politique de libéralisation économique, l'île prospéra dans les années 2000, au point qu'en 2008, l'ONU l'avait placée au premier rang dans son classement planétaire du niveau de vie. Cet enrichissement massif reposait sur les activités financières. En particulier, sur une pratique qui consistait à emprunter des fonds dans des devises à faible taux d'intérêt pour, ensuite, les placer en devises à fort taux d'intérêt. Usant de ce système, les entreprises et les particuliers s'endettèrent considérablement. Lorsque survint, en 2008, la crise financière américaine, tous les ingénieux édifices spéculatifs s'effondrèrent et l'Islande fit faillite. Elle eut recours au Fonds monétaire international, mais

ce dernier lui imposa des mesures sévères d'assainissement qui accrurent l'endettement des particuliers, au point que certaines familles durent se séparer de leurs enfants, faute de pouvoir les nourrir [35]. La population rendit le gouvernement et les banquiers responsables de cette catastrophe. Elle organisa des concerts de casseroles [36], des manifestations, jusqu'à la démission du gouvernement, le 26 janvier 2009. Une coalition de centre-gauche assura la transition jusqu'aux élections du 25 avril. À l'issue de ces dernières, le parti de l'Indépendance – conservateur –, principal acteur de la vie politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale fut balayé et la sociale-démocrate Johanna Sigurdardottir devint la première femme chef du gouvernement en Islande [37].

Les politiques de "restructuration" ont plongé plus d'un **pays en développement** dans de graves difficultés qui ont souvent provoqué d'importants changements politiques lorsqu'il s'agissait d'États démocratiques.

Après trois ans de récession, l'**Argentine** subit, en décembre 2001, l'effondrement total de son économie. Des *cacerolazos* (concerts de casseroles), puis des émeutes s'ensuivirent, qui firent plusieurs dizaines de victimes et provoquèrent la démission du président Fernando de la Rua, le 21, puis celle de son successeur, Rodriguez Saà, le 31 [38]. La politique du président Nestor Kirchner (2003-2007) permit le redressement économique du pays, mais une inflation élevée et des difficultés sociales demeuraient. Les observateurs soulignent, notamment, la misère persistante d'une large part des couches populaires et la paupérisation des classes moyennes [39]. En découle le phénomène des *cartoneros*, littéralement, "ramasseurs de carton", en fait des chiffonniers, qui tentent de survivre en triant les déchets pour y trouver des matériaux recyclables qu'ils revendent pour quelques sous. On estime leur nombre à 50 000 pour la seule ville de Buenos Aires [40]. Autre symbole de cette paupérisation, La Salada, « l'un des plus grands marchés informels d'Amérique latine [41] », fréquenté par près de 50 000 personnes chaque jour, compte désormais des membres des classes moyennes parmi ses chalands. La tentative de redistribution des revenus agricoles (qui ont connu une hausse très importante du fait de la flambée des cours mondiaux) par le biais de la fiscalité déboucha (hausse de 25 % des taxes à l'exportation du soja, notamment), en mars 2008, sur une épreuve de force. Les agriculteurs (en majorité des petits et moyens producteurs), soutenus par la bourgeoisie urbaine, s'opposèrent à la présidente, Cristina Kirchner, qui appela les chômeurs urbains à la rescousse. Des incidents opposèrent les deux camps dans les rues de Buenos Aires, tandis que les agriculteurs paralysaient le pays en bloquant les routes durant plusieurs semaines [42]. D'aucuns voyaient dans ces événements les prémices d'une "bataille de classes sociales" [43]. Cette dernière produit même ses histoires édifiantes (des contre-feux ?), comme celle de cette adolescente qui ramassait des ordures pour survivre mais eut la chance d'être repérée par une photographe de mode qui la transforma en mannequin-vedette [44]. Nonobstant, Cristina Kirchner perdit les élections législatives en juin 2009. Selon les analystes, outre son mode de gestion autoritaire du pays, le couple Kirchner payait son conflit avec le monde agricole et le retour de la crise économique [45]. À cette liste de griefs, il faut ajouter l'accroissement du nombre des pauvres et les soupçons qui pèsent sur l'enrichissement du couple Kirchner [46].

L'élection du président Evo Morales, en **Bolivie**, en décembre 2005, revêtait une importante dimension sociale : « Nous voulons du travail, des salaires moins misérables et un accès aux services de base, l'eau, la santé, l'éducation », déclarait l'un de ses partisans [47]. Depuis 2008, M. Morales affronte un risque de sécession des cinq départements orientaux et

méridionaux de Santa Cruz, de Chuquisaca, du Beni, de Pando et de Tarija, les plus riches du pays (hydrocarbures, agriculture, élevage). Les oligarchies qui les dirigent refusent la réforme agraire et la politique de redistribution des richesses pour lesquelles les plus pauvres élirent triomphalement Evo Morales. En outre, ce dernier a perdu le soutien d'une partie de la classe moyenne urbaine métisse ou blanche, qui estime qu'il mène une politique trop exclusivement orientée vers les communautés indigènes des hauts plateaux [48]. Les oppositions sociales et les divergences sur la répartition des ressources contribuent donc largement à polariser le débat politique bolivien [49].

La pauvreté dans laquelle vit plus de la moitié de la population, ainsi qu'un chômage et un sous-emploi affectant 40 % de cette dernière, expliquent largement la victoire de Fernando Lugo, l'(ex-) "évêque des pauvres", aux élections présidentielles qui se déroulèrent le 20 avril 2008 au **Paraguay** [50]. Dans la perspective d'une grande réforme agraire promise durant la campagne électorale, les occupations de propriétés (en particulier celles détenues par des Brésiliens) par des paysans sans terres se multiplièrent après son investiture [51]. La stabilité du pays ne s'en trouve pas renforcée.

Cas particulier et inédit, dans l'ancienne zone de domination soviétique, la transition du régime "socialiste" vers la démocratie et l'économie de marché amorcée depuis 1989 s'accompagne d'une segmentation sociale et économique plus complexe. Là où se trouvaient 1 % de privilégiés du régime et 99 % d'exclus, il se trouve désormais des gens très riches, riches ou aisés, sans problèmes matériels particuliers, ainsi que des gens aux conditions de vie précaires, des pauvres ou des très pauvres. Il en résulte des clivages politiques et sociaux [52]. L'appauvrissement d'un grand nombre de personnes du fait de la transition économique et des réformes de l'appareil d'État, entraîna, par exemple, la contestation qui suivit la réélection, le 5 janvier 2008, du président Saakachvili à la tête de la Géorgie [53]. Cette insatisfaction domine la vie politique des **anciennes démocraties populaires** européennes depuis 1989.

La **perte** des **rentes de situation stratégique** liées à la Guerre froide, conjuguée ou non aux **politiques de "restructuration"**, a plongé plus d'un **pays en développement** dans de graves **difficultés**, qui ont souvent provoqué d'importants changements politiques.

En Extrême-Orient, par exemple, la politique américaine scella le destin des plusieurs régimes "amis" de Washington. Lorsque l'administration Reagan décida de faire de la démocratie pluraliste une machine de Guerre froide, elle sacrifia son protégé philippin. Élu président des **Philippines** en 1965, Marcos, instaura la loi martiale en 1972 pour se maintenir au pouvoir (la Constitution interdisait plus de deux mandats). Une révolte populaire, après un scrutin contesté et sur fond de mécontentement social, le chassa du pouvoir en février 1986. Ce que Ronald Reagan avait commencé prudemment à Séoul, l'administration Clinton l'accéléra. À l'issue d'une transition laborieuse et marquée par de nombreux conflits sociaux (1988-1997), la dictature militaire instaurée le 16 mai 1961 en **Corée du Sud**, ne prit réellement fin qu'avec l'élection de Kim Dae Jung, en 1997. Indispensable allié face au communisme, le général **indonésien** Suharto prit le pouvoir, en 1965, avec le soutien américain. La corruption, la mauvaise gestion des ressources naturelles du pays, la pauvreté et le chômage, aggravés par l'application des prescriptions libérales du Fonds monétaire international-FMI à partir de 1986, suscitèrent un très vif mécontentement populaire. La crise financière qui secoua l'Asie en 1997 exacerba les tensions et les États-Unis laissèrent chuter le régime Suharto (1998), désormais inutile, voire encombrant.

Demeurer un **pays “sensible“**, donc objet de la **sollicitude** d’une ou plusieurs grandes puissances ne suffit pas nécessairement à éviter les tensions sociales. Le cas égyptien en apporte la démonstration, notamment à travers la politique agraire suivie par le gouvernement. Comme dans beaucoup de pays du tiers-monde après la Seconde Guerre mondiale, l’**Égypte** de Nasser mit en œuvre une réforme agraire pour répondre aux attentes de millions de paysans sans terres. Progressif, le processus débuta en 1952 et, malgré de nombreuses fraudes et imperfections, permit de maintenir en activité des millions de paysans pour lesquels n’existaient pas d’emplois de substitution. En 1974, parallèlement au revirement d’alliance qui lui fit abandonner Moscou au profit de Washington, le président Sadate entama la libéralisation de l’économie égyptienne et le mouvement atteignit l’agriculture sous son successeur, Hosni Moubarak, en 1992 : on parle de “contre-réforme agraire“. L’abandon du blocage des loyers des terres se trouve au cœur du dispositif, afin de concentrer les terres entre les mains d’exploitants capables de dégager des surplus exportables. Les paysans pauvres se trouvent dans une position intenable : abandonner les terres qu’ils louent, sans pour autant se voir offrir un emploi. Par conséquent, la colère gronde dans les campagnes égyptiennes – on parle d’insurrections agraires récurrentes depuis la fin des années 1970 – et les observateurs constatent que le même phénomène se produit au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Jordanie et en Turquie, provoquant les mêmes effets [54].

Parfois, l’**échec économique et social** tourne à la **guerre civile**. Au début des années 1980, la corruption, le chômage et la misère sanctionnèrent l’échec de la politique du Front de libération nationale (F.L.N.) en **Algérie**. Le mouvement islamiste profita de cette situation pour monter en puissance, à partir de 1984 (manifestation lors des obsèques de Cheikh Abdelatif Soltani). Il sut récupérer les émeutes spontanées de 1988 qui contraignirent le régime à concéder le multipartisme : le 18 février 1989 Abassi Madani et Ali Belhadj fondaient le Front islamique du salut (F.I.S.). Vainqueur aux élections municipales et régionales de 1990, le F.I.S. s’apprêtait à conquérir le Parlement en janvier 1992 lorsque l’armée suspendit le processus électoral, précipitant le pays dans une interminable guerre civile. Même améliorée, la situation demeure dangereuse et les frustrations d’une partie de la population persistent, nourrissant, nous l’avons vu, les espoirs d’Al Qaeda, qui dispose depuis septembre 2006 d’une branche maghrébine particulièrement active en Algérie [55] : le “Mouvement d’Al Qaeda dans les pays du Maghreb islamique [56]“.

La **Somalie** occupe une position stratégique clé sur la rive africaine du Golfe d’Aden et sur la route des pétroliers géants approvisionnant l’Europe et l’Amérique du Nord. Elle fut donc âprement disputée par les États-Unis et l’URSS. Mais la fin de la Guerre froide annihila cet avantage. Dépourvu de ressources convoitées, le pays fut abandonné à lui-même alors que la politique clanique et corrompue de son dictateur, Siyaad Barre, le plongeait dans une nouvelle guerre civile en 1991. La pauvreté résultant des réformes “socialisantes“ ratées, de l’échec de la conquête de l‘Ogaden et des sécheresses de 1973-1974 puis 1983-1984, exacerba les tensions interrégionales et interclaniques. Le pays devint et demeure l’exemple type de l’“État défaillant“ (*Failed State*). La paix n’est toujours pas revenue et la misère s’accroît d’année en année, contribuant à pérenniser les affrontements et, semble-t-il, à enraciner Al Qaeda [57].

Dès les années 1960, les “libéraux“ de Serbie proposaient de résoudre la question du **Kosovo** par la modernisation. Les Albanais du Kosovo estimaient que leur développement dépendait de l’accès de leur province au statut de république à part entière, ce qu’ils réclamèrent à partir de 1968 et que Tito leur refusa. Il leur accorda seulement le statut de région autonome, en 1974.

La revendication resurgit en 1981, après sa mort, mais sans succès. Bien plus, en 1989, Slobodan Milosevic supprima le statut de 1974. Certes, la dimension socio-économique ne suffit pas à expliquer la crise puis la guerre du Kosovo, mais, rétrospectivement, certains ex-Yougoslaves estiment que « si l'on avait modernisé le Kosovo, les affaires nationales seraient devenues secondaires par rapport au désir d'une vie décente [58] ».
Depuis 2006, la violence sévit dans les **régions baloutches** du sud-est de l'**Iran**. Un groupe armé, *Jundullah* ("Armée de Dieu"), récemment rebaptisé *People's Resistance Movement of Iran* ("Mouvement de résistance populaire d'Iran"), attaque les forces de sécurité iraniennes. Téhéran dénonce avec quelque vraisemblance des manœuvres du Pakistan et des États-Unis. Mais les conditions de vie des populations, telles qu'on peut les mesurer à partir des statistiques officielles elles-mêmes, contribuent également à cette insécurité. Les provinces du Sistan et du Baloutchistan accusent le niveau de développement le plus faible du pays, reçoivent la plus faible part des investissements, comptent le plus fort taux de chômage, d'analphabétisme et de toxicomanie, près de la moitié des habitants y vivent en dessous du seuil de pauvreté. Traditionnellement peu favorisée, cette région aride subit une aggravation récente de sa situation du fait d'une sécheresse persistante. Musulmans sunnites, non-Perses, les Baloutches se trouvent exclus de tout poste de responsabilité [59].

Sans tomber dans le déterminisme social, on relève dans de nombreux cas que la **pauvreté** alimente également la **criminalité** de droit commun, aussi bien celle de malfrats isolés que celle des membres des structures mafieuses, tels les cartels de la drogue en Amérique latine ou en Asie.

La croissance de la délinquance s'opère parallèlement à l'aggravation des difficultés. Le cas des **Baloutches** illustre ce phénomène : le chômage massif et l'absence de politique de développement poussent les jeunes hommes à se livrer à la contrebande ou au trafic de drogue [60]. Le même mécanisme fonctionne à **Naples** : le quartier déshérité de Paco Verde est « une réserve inépuisable de main-d'œuvre pour la camorra. Ici, n'importe qui peut recruter une main-d'œuvre de base, une main-d'œuvre qui coûte moins cher que les dealers nigérians ou albanais [61] ».

Le **trafic** portant sur les **êtres humains** – entiers ou en morceaux – constituerait le premier poste de revenus des groupes criminels. Les différentes formes de prostitution et l'immigration clandestine en sont les composantes les plus connues. Mais il ne faut pas négliger le trafic d'organes ; une affaire récente permet de mesurer les gains réalisés : un Indien pauvre se voyait remettre environ 910 euros contre un rein revendu environ 36 000 euros [62].

Même lorsque la croissance économique ouvre des perspectives d'amélioration, le **décalage** qui voit « les riches s'enrichir plus vite que les pauvres [63] » est lourd de menaces. Les experts de la Banque asiatique du développement, peu suspects de sensationnalisme ou de visées subversives, ont récemment mis en garde contre ces déséquilibres qui pourraient, à terme, « altérer la cohésion sociale, voire conduire à des guerres civiles [64] ».

Rappelons que certains conflits actuels tiennent pour partie à une **répartition** jugée **inégale des ressources** : les habitants du **Sud-Soudan** [65], comme ceux du **Darfour** [66], réclament à Khartoum le bénéfice d'une partie du pétrole exploité sur leur territoire. Les rébellions **tchad**iennes [67] ou du delta du Niger, au **Nigeria** [68], formulent des revendications analogues. De même, les Touaregs demandent-ils une part des revenus de l'uranium au

gouvernement du **Niger** [69].

Parfois, le **cynisme** des gouvernants **instrumentalise** la **pauvreté**. Ainsi, après un hiver marqué, entre autres difficultés, par le manque de chauffage, la **dictature tadjike** imposa-t-elle à sa population, en 2008, une contribution “volontaire“. Officiellement, l’État le plus pauvre d’Asie Centrale, entend financer la construction d’une centrale hydro-électrique [70]. De la sorte, les habitants subissent deux fois les conséquences de l’impéritie et de la corruption de leurs dirigeants : la politique de ces derniers n’améliore pas les conditions de vie et les maigres revenus de la population sont confisqués. Que des tensions politiques surgissent et qu’elles s’accompagnent d’une montée des extrémistes islamistes n’a rien d’étonnant. Les **criminels napolitains** exploitent de manière tout aussi cynique la misère, notamment lorsqu’ils recrutent des jeunes issus de familles en situation difficile qui ont entre douze et dix-sept ans : ils disposent ainsi, à moindre coût, d’une « véritable armée [71] », preuve que l’Afrique ne détient pas le monopole des enfants-soldats.

Même si la fin de la Guerre froide et la faillite générale des États communistes relèguent les discours sur la “lutte des classes“ à l’arrière-plan, une réalité demeure : la majorité du genre humain vit dans des conditions matérielles difficiles ou très difficiles. Bien avant Marx, cela constituait un facteur d’instabilité, et après l’effondrement des systèmes qui se réclamaient de lui, ça le demeure. Il ne faut donc pas négliger le facteur socio-économique lorsque l’on analyse une situation de crise, ou de conflit. Comme à chaque fois que les chiffres fournissent des arguments, l’observateur doit se garder de prendre les affirmations pour argent comptant : il faut vérifier les indicateurs retenus ainsi que la fiabilité des mesures. En outre, il ne faut oublier ni la part de subjectivité qui peut intervenir dans la perception que les acteurs ont de l’inégalité qu’ils dénoncent, ni la part de manipulation qu’il peut y avoir dans le discours dénonciateur et dans le discours dénégateur.

Copyright 2016-Gourdin/Diploweb.com

PROBLÉMATIQUE LIÉE AUX INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Quelle est l’influence des inégalités socio-économiques sur la crise ou le conflit ?

CHAMPS DE RECHERCHE

Outils pour étudier les caractéristiques socio-économiques de la population du territoire sur lequel se déroule la crise ou le conflit :

. les ouvrages consacrés à la géographie, à l’économie, à la sociologie, à l’anthropologie, à l’histoire et à la science politique.

Les informations recueillies servent à repérer l’influence des inégalités sociales et

économiques sur les événements. Le plus souvent un ou plusieurs des éléments suivants :

. les chiffres mesurant les inégalités sociales et économiques,

. le nombre de pauvres sur le territoire,

. les causes des inégalités sociales et économiques,

. les mécanismes de lutte contre les inégalités (ou leur absence) sur le territoire,

. les organisation intervenant dans le domaine des inégalités sociales et économiques (ou leur absence),

. les tensions ou les conflits provoqués par les inégalités sociales et économiques.

La liste n'est pas exhaustive, mais elle recense les facteurs qui apparaissent le plus fréquemment.

Une information est pertinente lorsqu'elle contribue à éclairer la crise ou le conflit que l'on étudie.

Plus

Comment se procurer au format papier l'ensemble de cet ouvrage de référence signé de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon ? D'un clic.

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l'association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

Notes

[1] . Pour un tour d'horizon complet, voir Deininger Klaus, Land Policies for Growth and Poverty Reduction, Washington, 2003, The World Bank et Oxford University Press, 239 p.

[2] . Le Boucher Éric, « Le retour des ventres creux », Le Monde, 13 avril 2008.

[3] . « Haïti : au moins quatre morts dans des manifestations contre la pauvreté », Le Figaro, 6 avril 2008 ; Léon-Dufour Léontine, « Affamé, Haïti sombre à nouveau dans la violence », Le Figaro, 10 avril 2008.

[4] . Pigeaud Fanny, « Le Cameroun asphyxié après un quart de siècle sous le régime de Paul Biya », Libération, 14 novembre 2007 et « Le président Biya siffle la fin des émeutes », Libération, 29 février 2008.

[5] . Annual Threat Assessment. http://www.dni.gov/testimonies/20090212_testimony.pdf

[6] . d'Alançon François, « Fatah al-Islam, la tentation djihadiste des sunnites libanais », La Croix, 28 mai 2007.

[7] . Akef Amir, « En Algérie, des adolescents sont les proies des recruteurs d'Al Qaeda », Le Monde, 27 septembre 2007.

[8] . Beaugé Florence, « À Ouargla, la capitale du Sud algérien, la culture de l'émeute se développe », Le Monde, 7 avril 2009.

[9] . Loos Beaudouin, « Manifestations contre la "malvie" au Maroc, en Algérie et en Tunisie », Le Temps, 10 juin 2008.

[10] . Ayad Christophe, « Le Maghreb, terreau de choix pour Al Qaeda », Libération, 10 juin 2008.

[11] . Cambon Diane, « Ceuta l'Espagnole, dans la mire des islamistes », Le Figaro, 21 juillet 2007.

[12] . Gordon Michael R., « In Sadr City, Basic Services are Faltering », The New York Times, April 22, 2008.

[13] . Paley Amit R., « Iraqis Joining Insurgency less for Cause than Cash », The Washington Post, November 20, 2007.

[14] . Perlez Jane & Zubair Shah Pir, « Taliban Exploit Class Rifts in Pakistan », The New York Times, April 17, 2009.

[15] . Bobin Frédéric, « Au Népal, les rebelles maoïstes ont troqué le fusil pour le bulletin de vote », Le Monde, 9 avril 2008.

[16] . Bobin Frédéric, « Après huit mois de gouvernement "mao", les Népalais sont désenchantés », Le Monde, 24 juin 2009.

[17] . Lesegretain Claire, « En Inde, la Pâque … », op. cit.

[18] . Rémy Jean-Philippe, « Les violences au Kenya attisées par les inégalités », Le Monde, 30 janvier 2008.

[19] . Cité Ibidem.

[20] . « Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri », International Crisis Group,

13 mai 2008, p. i.

[21] . Bobin Frédéric, « Inde : bilan mitigé de 90 ans de discrimination positive » et « Au Rajasthan, conflit de castes autour des quotas », Le Monde, 26 janvier 2008.

[22] . Bouissou Julien, « Inde : la justice en sari rose », Le Monde, 9 mai 2008.

[23] . Claude Patrice, « Tensions sociales et politiques en Égypte à la veille des municipales », Le Monde, 8 avril 2008.

[24] . Guibal Claude, « “Sans les subventions, la situation aurait déjà explosé“ », Libération, 14 avril 2008.

[25] . Hauter François, « L’avenir à la mode des Tang », Le Figaro, 2 août 2007.

[26] . Sanjuan Thierry (géographe et sinologue, Université Paris-I), « “Le pouvoir comprend qu’il faut développer le grand Ouest chinois“ », propos recueillis par Dorian Malovic, La Croix, 20 juillet 2007.

[27] . Tournier Isabelle, « Près de 4 000 bonzes birmans auraient été arrêtés depuis le 27 septembre », Le Monde, 4 octobre 2007.

[28] . Tincq Henri, « Un courant engagé, en rupture avec une tradition de soumission », Le Monde, 5 octobre 2007.

[29] . Losson Christian, « Haïti : la rue fait chuter le Premier ministre », Libération, 14 avril 2008.

[30] . Faujas Alain, « Les pays émergents malades de la hausse des prix », Le Monde, 31 octobre 2007.

[31] . Vernet Daniel et Vincent Élise, « Grèce : modernisation à marche forcée », Le Monde, 25 décembre 2008.

[32] . Pourquery Didier, « Exaspération », Libération, 10 décembre 2008.

[33] . Oikonomopoulos Thanos, « Les responsabilités de la casse sont partagées », I Khathimerini, 9 décembre 2008, traduit par Laurelou Piguet et mis en ligne sur le site Courrier des Balkans, 10 décembre 2008.

[34] . Carassava Anthee, « Police Clash With Greek Farmers for Second Day », The New York Times, February 4, 2009.

[35] . Stevan Caroline, « Une faillite dans un îlot », Le Temps, 24 février 2009

[36] .Kovacs Stéphane, « L’Islande ébranlée par la “révolution des casseroles“, Le Figaro, 4 février 2009.

[37] . « La crise porte la gauche au pouvoir en Islande », Le Figaro, 26 avril 2009.

[38] . « Argentine : vers une sortie de crise », dossier en ligne de la Documentation française, février 2005 (http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/argentine/index.shtml).

[39] . Éditorial, « Défis argentins », Le Monde, 31 octobre 2007.

[40] . « Les cartoneros, exclus de longue date, divisent Buenos Aires », Le monde sur papier libre, blog sur le site de Courrier International, 8 mai 2007.

[41] . Legrand Christine, « La Salada, marché des pauvres de Buenos Aires, attire désormais la classe moyenne », Le Monde, 24 juin 2009.

[42] . Sreeharsha Vinod et Barrionuevo Alexei, « Farmers's Strike in Argentina is Suspended for Negotiations », The New York Times, April 3, 2008.

[43] . Oualalou Lamia, « La pampa argentine fait la guerre à Cristina Kirchner », Le Figaro, 27 mars 2008.

[44] . Legrand Christine, « À Buenos Aires, Cendrillon faisait les poubelles », Le Monde, 16 mai 2008.

[45] . Legrand Christine, « En Argentine, le couple Kirchner devra gouverner sans majorité au Congrès », Le Monde, 30 juin 2009.

[46] . Damour Pauline, « Kirchner n'a que faire des remontrances du clergé », Le Figaro, 21 août 2009.

[47] . Oualalou Lamia, « La Bolivie a élu son premier président indien », Le Figaro, 20 décembre 2005.

[48] . Oualalou Lamia, « La Bolivie d'Evo Morales au bord de l'explosion », Le Figaro, 2 mai 2008 ; Daremblum Jaime, « U.S.-Bolivia Relations : Looking Ahead », testimony before the House Committee on Foreign Affairs, March 3, 2009.

[49] . Nourmamode Reza, « La Bolivie déstabilisée par les séparatistes », Libération, 29 avril 2008.

[50] . Legrand Christine, « Au Paraguay, l'"évêque des pauvres" défie un pouvoir vieux de soixante et un ans », Le Monde, 19 avril 2008.

[51] . Barrionuevo Alexei, « Left-Leaning President's Election Gives Hope to Landless Paraguayans », The New York Times, October 14, 2008.

[52] . Mangalakova Tanya, « Riches et pauvres en Bulgarie : le retour de la lutte des classes », Osservatore sui Balcani, 4 janvier 2008, traduit par Mandi Gueguen et mis en

ligne sur le site Courrier des Balkans, 9 janvier 2008.

[53] . Smolar Piotr, « Les sacrifiés de la transition économique nourrissent les rangs de l'opposition géorgienne », Le Monde, 9 janvier 2008.

[54] . Blanc Pierre, « Le pain, la terre et l'eau : sujets de révolte en Méditerranée », Actualité du Moyen-Orient et du Maghreb, n° 3, décembre 2007 (http://www.iris-France.org/docs/pdf/actu_mo/2007-12-19.pdf).

[55] . Ayad Christophe, « Le nouveau souffle du djihadisme algérien », Libération, 12 décembre 2007.

[56] . Black Andrew, « Recasting Jihad in the Maghreb », Terrorism Monitor, October 25, 2007.

[57] . Gettleman Jeffrey, « Somalia's Government Teeters on Collapse », The New York Times, March 29, 2008.

[58] . Repe Bozo (historien slovène), « C'est au Kosovo que la Yougoslavie a échoué », propos recueillis par Zoran Panovic, Danas, 4 novembre 2007. Traduit et mis en ligne sur Le Courrier des Balkans, 28 novembre 2007.

[59] . Asayesh Amir Hossein, « Poverty and Blind Violence in Baluchestan », Mianeh, January 15, 2008

[60] . Ibidem.

[61] . Saviano Roberto, op. cit., p. 35.

[62] . Calle Marie-France, « Un vaste trafic de reins démantelé près de Delhi », Le Figaro, 29 janvier 2008.

[63] . Day Maguy, « Malgré la baisse de la pauvreté, les inégalités se creusent en Asie », Le Monde, 10 août 2007

[64] . Ibid.

[65] . Eischstaedt Peter, « Oil-Rich Region Fuels Sudan Crisis », ISN-Security Watch, January 8, 2008.

[66] . Angsthelm Bruno, « Conflits et pétrole, l'exemple du Darfour », La planète en mal d'énergie, Festival international de géographie de Saint-Dié, 4 au 7 octobre 2007 (http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2007/angsthelm/article.htm).

[67] . Prunier Gérard, « Chad's Tragedy », Open Democracy, September 7, 2007 ; McGregor Andrew, « Oil Industry at the Heart of the Zaghawa Power Struggle in Chad », Terrorism Monitor, March 7, 2008.

[68] . Hanson Stephanie, « Nigeria's Volatile Delta » et « MEND : The Niger Delta's Umbrella Militant Group », Council on Foreign Relations, March 22, 2007.

[69] . McConnell Tristan, « Niger : The Uranium Curse », ISN-Security Watch, October 31, 2007.

[70] . EurasiaNet Staff, « Shaking Down the Tadjiks », ISN-Security Watch, May 8, 2008.

[71] . Saviano Roberto, op. cit., pp. 129-146.